

Fiche synthétique de présentation au Séminaire Onemev

« Emploi et transition écologique : quelles méthodes, quelles sources, quelles données pour approcher le niveau territorial ? »

8 novembre 2018

1) Objet des travaux sur l'économie verte

L'objet des travaux des Instituts d'émission sur l'économie verte est d'en définir les contours et ses enjeux dans l'outre-mer. Un état des lieux des principaux secteurs d'activités (énergies renouvelables, gestion des déchets et préservation des ressources naturelles) concernés sera réalisé. Il en précisera également les perspectives de croissance.

L'étude doit par ailleurs permettre de déterminer le poids de l'économie verte dans les économies ultramarines en termes d'entreprises, d'emplois et de financements accordés (approchés notamment par les encours bancaires), et de suivre son évolution sur la période 2008-2017.

Dans la lignée de précédents travaux sur l'économie de la mer, il s'agit pour les Instituts d'émission de mettre en avant des domaines d'activités qui peuvent être des leviers de croissance durable dans des économies essentiellement portées par l'investissement public et la consommation des ménages.

Ce travail sera décliné par chacune des 6 agences IEDOM (Guadeloupe, Martinique¹, Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon, La Réunion, Mayotte) et des 3 agences IEOM du Pacifique (Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française), sous la forme de notes de 4 à 8 pages. La division OEM (Observatoire économique et monétaire) au siège des Instituts d'émission publiera également à la fin de l'année 2018 une note synthétique d'une dizaine de pages qui reprendra les problématiques communes à l'ensemble de l'outre-mer français et permettra de comparer le poids de l'économie verte dans les différentes géographies.

2) Méthodologie

Le périmètre retenu par les Instituts s'appuie sur celui construit par le CGDD au niveau métropolitain, tout en tenant compte des spécificités ultramarines, notamment parce que certaines activités retenues par le CGDD sur le territoire métropolitain n'existent tout simplement pas ou sont marginales dans l'outre-mer : agriculture bio, construction automobile (véhicules électriques), activités ferroviaires, production de biodiesel, etc.

Principal point d'attention méthodologique :

Les données dont dispose le CGDD (production et ratio de productivité) pour estimer l'emploi dans les activités vertes à partir de produits ou de services environnementaux ne sont pas disponibles sur l'outre-mer. Les Instituts d'émission se limitent ainsi à une approche par secteur d'activités plutôt que par produits.

Une telle approche fournit nécessairement des estimations hautes, le risque de surévaluer fortement la « part verte » des activités est non négligeable.

Pour éviter ce biais, les Instituts ont retenu un périmètre restreint de l'économie verte, constitué uniquement des éco-activités (assainissement de l'eau², énergies renouvelables, gestion et valorisation des déchets, protection de l'environnement et recherche) pour estimer le poids de l'économie verte dans l'Outre-mer. Les données du secteur énergie ont de plus été pondérées dans chaque géographie par le poids des énergies renouvelables dans la production électrique locale. Enfin, des codes NAF ont été supprimés dans certains secteurs par rapport à la méthodologie du CGDD, leur « part verte » étant jugée trop spécifique à la fabrication de certains produits³. D'autres activités, dépassant également le cadre de l'économie verte, et plus transverses, ont été placées dans les activités périphériques⁴.

Périmètre large	Économie verte	Assainissement Énergies renouvelables et efficacité énergétique Gestion des déchets Gestion des espaces naturels et protection de l'environnement R&D
	Activités périphériques	Gestion de l'eau Isolation des bâtiments Développement de transports sobres Activités transverses

¹ L'agence de Martinique a déjà publié sa note sur l'économie verte, en décembre 2017 : <https://www.iedom.fr/martinique/publications/les-notes-expresses/les-notes-expresses-eclairage/l-economie-verte-a-la-martinique.html>

² Trois codes NAF ('2221Z', '2361Z', '4221Z') sont associés à des produits qui apparaissent en doublon, à la fois utilisés pour l'assainissement de l'eau dans les éco-activités et la distribution d'eau dans les activités périphériques. Les données relatives à ces codes NAF sont donc associées pour moitié à l'assainissement et pour l'autre moitié à la distribution d'eau.

³ Par exemple, le code NAF 2751Z qui correspond au secteur « Fabrication d'appareils électroménagers » et devrait représenter les produits « électroménagers performants » a été supprimé du périmètre car jugé trop large. Il nous a été impossible, à partir des données dont nous disposons sur l'outre-mer, de déterminer la part de ce secteur dédiée à la production spécifique de ces produits.

⁴ C'est le cas de l'activité 7112B (Ingénierie, études techniques) censée représenter le service vert « Ingénierie environnementale », placée dans

Toutefois, par souci d'homogénéité et de comparabilité avec la note Martinique et les travaux du CGDD, une estimation du poids du secteur selon un périmètre large (éco-activités + activités périphériques) sera fourni en annexe.

L'économie verte : 39 codes NAF répartis dans 5 secteurs

Le périmètre large : 62 codes NAF, 5 secteurs verts + 4 secteurs périphériques

Données mobilisées :

Le tissu d'entreprises « vertes » et les emplois « verts » sont estimés à partir des bases suivantes :

- les stocks d'entreprises par secteur d'activité disponibles sur les sites des instituts statistiques (INSEE pour les DOM et les bases RIDET de l'ISEE et RTE de l'ISPF respectivement pour la Nouvelle-Calédonie et pour la Polynésie française, équivalents de la base SIREN) ;
- les effectifs (salariés et totaux) par secteur d'activités disponibles dans les bases Acoiss pour les DOM (caisse nationale des Urssaf), la base RIDET de l'ISEE et la base RTE de l'ISPF.

Les Instituts d'émission mobilisent également des données propres : l'investissement des secteurs d'activités est approché par l'encours de crédits aux entreprises, disponible dans le Service central des risques (SCR).

Nous étudions également la pertinence de mobiliser les bases FIBEN et FENTOM2, qui centralisent des informations sur les entreprises cotées par les Instituts (seuil de chiffres d'affaires à 750 000 euros).

Des bases de données « métiers et formations » (BMO, CEREQ, Enseignement supérieur) seront également utilisées pour affiner l'évaluation de la présence des métiers « verts ou verdissants » dans l'économie, et son évolution dans le temps.

3) Limites et besoins quantitatifs complémentaires

En dépit des arbitrages opérés pour restreindre le périmètre et pour retraiter les données, il est probable que nous surestimions encore le poids de l'économie verte dans les territoires ultramarins.

En l'état il est par ailleurs difficile de commenter davantage les résultats obtenus sur les activités périphériques pour lesquels nous n'avons pas obtenu de proxy approprié pour approcher leur part verte.

Pour des besoins futurs d'actualisation (éventuellement par d'autres acteurs) des données de production régionalisées identiques à celles utilisées par le CGDD permettraient d'affiner l'évaluation du poids de l'économie verte et de commenter plus en détail les résultats.

4) Résultats préliminaires

Avec 19 600 emplois, l'économie verte représente 3,9 % des effectifs du secteur marchand (hors agriculture) dans l'Outre-mer (hors Mayotte). Le poids du secteur est significativement plus important en Guyane (6,9 % des emplois) que dans les autres géographies ultramarines. Les activités vertes concentrent également 2,8 % des entreprises ultramarines (plus de 6 880 entreprises). Le poids de l'économie verte est, selon ces indicateurs, comparable dans les DOM et dans les COM du Pacifique. Il est également relativement stable sur la période étudiée. À titre de comparaison, le CGDD estime que les éco-activités mobilisent 440 950 emplois en équivalent temps plein en France métropolitaine en 2015, soit 1,7 % de l'emploi total, tandis que la valeur ajoutée générée par les éco-activités atteint près de 32 milliards d'euros (1,6 % de la valeur ajoutée totale).

Poids de l'économie verte dans l'Outre-mer en 2017

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française
Entreprises des activités vertes*	1 041	826	643	1 685	90	1 544	1 052
Entreprises du secteur marchand non agricole*	42 087	34 131	13 440	46 651	8 996	49 438	53 229
Part dans le tissu d'entreprises marchand	2,5 %	2,4 %	4,8 %	3,6 %	1,0 %	3,1 %	2,0 %
Emploi salarié privé des activités vertes*	1 890	2 057	2 053	5 064	nd	2 302	1 443
Emploi salarié privé du secteur marchand hors agriculture*	58 520	62 169	26 553	125 851	nd	54 072	45 640
Part dans l'emploi salarié privé du secteur marchand**	3,2 %	3,3 %	7,7 %	4,0 %	nd	4,3 %	3,2 %
Emploi total des activités vertes*	2 712	2 711	2 545	6 344	nd	3 503	1 809
Emploi total du secteur marchand hors agriculture*	92 587	88 693	36 798	159 638	nd	70 896	55 710
Part dans l'emploi total du secteur marchand	2,9 %	3,1 %	6,9 %	4,0 %	nd	4,9 %	3,2 %
Encours bancaires des activités vertes	118	43	39	317	7	84	56
Encours bancaires du secteur marchand	5 217	4 378	2 048	10 481	513	5 010	2 253
Part dans l'encours bancaire des entreprises***	2,3 %	1,0 %	1,9 %	3,0 %	1,3 %	1,7 %	2,5 %

* données 2016 dans les DOM, ** y/c fonctionnaires en Nouvelle-Calédonie, *** à fin 2017, en millions d'euros

Sources : Insee (REE), ISPF (RTE), ISEE (RIDET), Acoiss, SCR